https://www.elcorreo.eu.org/Le-president-destitue-Santiago-Pena-risque-jusqu-a-15-ans-de-prison-dans-l-affaire-de-la-banque-Ueno

Le président destitué Santiago Peña risque jusqu’à 15 ans de prison dans l’affaire de la banque Ueno

- Les Cousins - Paraguay -

Date de mise en ligne : vendredi 13 novembre 2026

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'ancien président du Paraguay, Santiago Peña, risque une peine maximale de 15 ans de prison dans le cadre de l'enquête menée à son encontre dans l'affaire de la banque Ueno, placée sous administration judiciaire : une entité à laquelle il était lié et dans laquelle diverses organisations publiques avaient déposé des fonds se chiffrant en millions pendant son mandat.

« La peine qui pourrait être prononcée (…), conformément aux qualifications désormais prévues, peut aller jusqu'à 15 ans de privation de liberté pour concours d'infractions, puisqu'il s'agit de plusieurs faits punissables », a expliqué la procureure Verónica Valdez lors d'une conférence de presse.

Santiago Peña, qui était arrivé au pouvoir en 2023, a été destitué par le Sénat ce mois ci après avoir été reconnu coupable de « manquement à ses fonctions » à la suite de la crise de la banque Ueno. Par la suite, le ministère public a inculpé l'ancien président pour abus de confiance présumé, en tant qu'instigateur, et pour gestion à des fins personnelles, en tant qu'auteur, dans le cadre de l'enquête sur la faillite d'Ueno.

Par ailleurs, l'ancien président a été exclu du Parti Colorado pour ce que le dirigeant de la formation a qualifié de « déshonneur infligé au peuple paraguayen ». Le Tribunal de déontologie de l'Association nationale républicaine (ANR) s'est prononcé ce mardi sur les faits, qui, selon sa décision, « constituent manifestement des comportements répréhensibles et une mauvaise exécution » des fonctions, prouvés par prouvé lors de la procédure de destitution. Pour le tribunal, « la nation paraguayenne a été gravement affectée par les faits de nature criminelle liés au comportement » de Peña, ce qui est considéré comme un motif suffisant pour
que le Parti Colorado, « afin de préserver ses intérêts suprêmes », décide de l'expulser de ses rangs.

El Correo de la Diaspora avec agences , le 12 novembre 2026

Copyright © El Correo